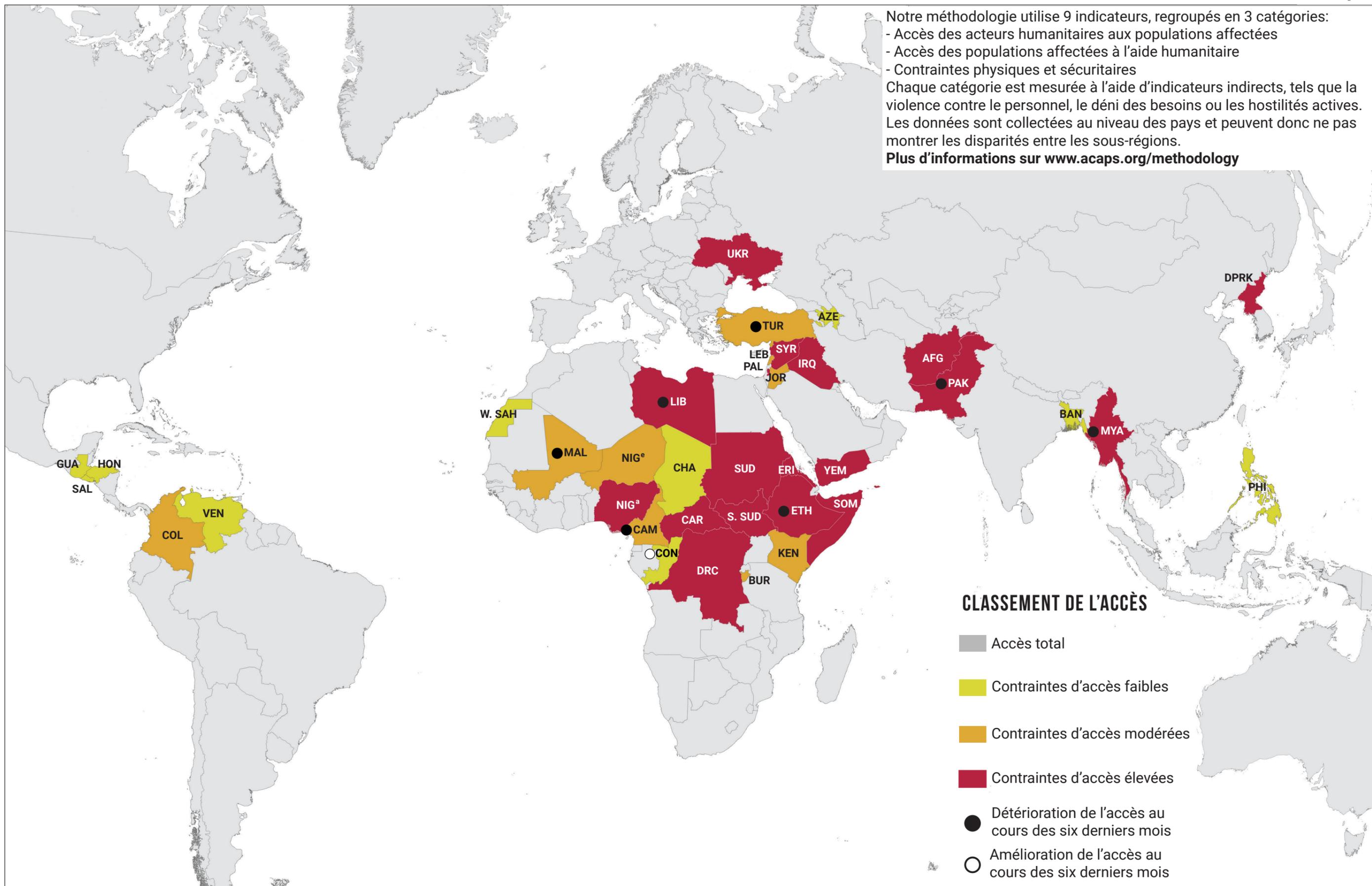


Notre méthodologie utilise 9 indicateurs, regroupés en 3 catégories:

- Accès des acteurs humanitaires aux populations affectées
- Accès des populations affectées à l'aide humanitaire
- Contraintes physiques et sécuritaires

Chaque catégorie est mesurée à l'aide d'indicateurs indirects, tels que la violence contre le personnel, le déni des besoins ou les hostilités actives. Les données sont collectées au niveau des pays et peuvent donc ne pas montrer les disparités entre les sous-régions.

Plus d'informations sur www.acaps.org/methodology



Méthodologie

Notre méthodologie regroupe 9 indicateurs sous 3 dimensions.

L'accès des acteurs humanitaires aux populations affectées

- comprend 4 indicateurs:
- Obstacles à l'entrée
 - Restriction de mouvement
 - Interférence avec les activités
 - Violence contre le personnel

L'accès des populations affectées à l'aide humanitaire

- comprend deux indicateurs:
- Déni de besoins
 - Restriction de l'accès de la population à l'aide

Contraintes physiques et sécuritaires,

- composées de 3 indicateurs:
- Les hostilités actives
 - UXO et mines
 - Contraintes physiques

Les pays où l'accès s'est détérioré (↘) ont vu une augmentation du nombre d'indicateurs de contraintes d'accès, par rapport à août 2017, date de la publication de la dernière carte d'accès humanitaire d'ACAPS.

Les pays où l'accès s'est amélioré (↗) ont vu le nombre d'indicateurs de contraintes d'accès diminuer.

Les pays où le nombre total d'indicateurs reste constant ne changent pas leur position dans notre classement (→), bien que les différents indicateurs d'accès individuels aient pu fluctuer au cours de cette période.

Contraintes d'accès élevées

Afghanistan → Pas de changement

L'accès humanitaire est fortement restreint en raison du conflit en cours; les engins explosifs improvisés entravent considérablement l'accès des populations aux services essentiels. Les travailleurs humanitaires et les établissements de santé ont été attaqués à plusieurs reprises au cours des six derniers mois.

Erythrée → Pas de changement

Seul un nombre limité d'agences des Nations Unies opère dans le pays. Leur mobilité et leur accès sont limités par les autorités érythréennes. Le manque d'informations sur les besoins humanitaires est fréquent, dû en grande partie aux contraintes d'accès.

Éthiopie ↘ Détérioration

Les mouvements de population sont fortement restreints, l'entrée est entravée et l'accès des acteurs humanitaires aux populations affectées est sévèrement limité. Les sanctions économiques limitent encore l'accès à l'aide.

Irak → Pas de changement

Bien que le gouvernement soit en train de rétablir le contrôle des régions de l'EI, l'insécurité persiste et limite les activités humanitaires. Les tensions continuent entre Bagdad et Erbil quant aux territoires contestés et à l'indépendance kurde, avec un impact négatif sur l'accès humanitaire. Les engins non explosés et les mines posent de graves problèmes d'accès en Irak, particulièrement dans les zones urbaines touchées par les conflits.

Libye ↘ Détérioration

La majeure partie du sud et de l'est de la Libye reste inaccessible ou difficile à atteindre en raison des contraintes physiques et de l'insécurité. La situation s'est détériorée en 2017 et au début de 2018, lorsque des attaques directes contre la MANUL et des enlèvements de travailleurs humanitaires ont été signalés. L'accès humanitaire continue d'être particulièrement limité dans la ville assiégée de Derna où les mouvements de population sont restreints et les organisations d'aide font face à des obstacles administratifs. La plupart des agences humanitaires opèrent depuis la Tunisie depuis 2014.

Myanmar ↘ Détérioration

L'accès humanitaire au Myanmar s'est considérablement détérioré à mesure que les obstacles à l'entrée et l'ingérence dans les activités humanitaires se sont aggravés. Les groupes minoritaires, en particulier les Rohingyas, ont vu leur accès à l'aide limité. Les déplacements sont fortement restreints, tant dans les zones contrôlées par le gouvernement que dans les zones contrôlées par les groupes armés.

Nigeria → Pas de changement

L'insécurité dans le nord-est du Nigeria continue de sévèrement restreindre les efforts de secours humanitaire. Dans les zones de gouvernement local les plus touchées, l'accès est principalement limité aux grands centres habités.

Pakistan ↘ Détérioration

L'imposition par le gouvernement de restrictions d'accès à des zones faisant face à des besoins humanitaires élevés complique le travail des humanitaires. Au cours de la deuxième moitié de 2017, plus de 20 ONGI ont vu leurs autorisations révoquées, ce qui indique un environnement opérationnel qui se détériore.

Palestine → Pas de changement

Les restrictions physiques et administratives limitent l'accès et le mouvement des ONG. La livraison de matériel est limitée, en particulier à Gaza. Les projets d'aide sont confrontés à des limites et des interférences; certains ont été démolis.

RCA → Pas de changement

L'insécurité généralisée, les attaques fréquentes contre les humanitaires, le mauvais état des infrastructures routières et un financement inadéquat limitent considérablement l'accès. La présence de groupes armés le long des routes et l'augmentation des tensions interethniques et intercommunautaires continuent de restreindre l'accès.

RDC → Pas de changement

L'accès aux populations affectées est limité par l'insécurité généralisée, les attaques contre les humanitaires et les mauvaises infrastructures routières. Plusieurs provinces sont confrontées à de graves contraintes sécuritaires, notamment au Nord et au Sud-Kivu, au Maniema et au Tanganyika. La récente détérioration de la sécurité en Ituri limite aussi l'accès dans cette zone.

Contraintes d'accès élevées

RPDC → Pas de changement

Les mouvements de population sont fortement restreints, l'entrée est entravée et l'accès des acteurs humanitaires aux populations affectées est sévèrement limité. Les sanctions économiques sont un facteur supplémentaire limitant l'accès à l'aide.

Somalie → Pas de changement

La violence persistante exercée par les groupes armés et les conflits interclaniques, la restriction des mouvements et les obstacles administratifs limitent considérablement les opérations humanitaires dans la plupart des régions.

Soudan → Pas de changement

Les zones du Kordofan du Sud et du Nil Bleu contrôlées par le SPLM-N sont inaccessibles. L'accès au Darfour s'est légèrement amélioré en 2017, mais la situation instable en matière de sécurité continue d'entraver l'aide humanitaire, en particulier dans le nord du Darfour, le Kordofan du Sud et le Nil Bleu. L'accès peut également être entravé pendant la saison des pluies.

Soudan du sud → Pas de changement

La violence continue, la restriction des mouvements, les obstacles administratifs ainsi que la saison des pluies limitent considérablement les opérations humanitaires. Les attaques fréquentes contre les travailleurs humanitaires se sont poursuivies en 2017.

Syrie → Pas de changement

L'accès humanitaire aux populations touchées par le conflit continue d'être sévèrement limité par l'insécurité, ainsi que par des contraintes physiques et bureaucratiques. 2,9 millions de personnes vivent dans des zones assiégées et difficiles d'accès.

Ukraine → Pas de changement

Les conflits en cours limitent l'accès. Les opérations humanitaires dans les zones non contrôlées par le gouvernement sont strictement limitées. Au cours des derniers mois, le gouvernement a introduit des contrôles supplémentaires sur les mouvements traversant la ligne de contact.

Yemen → Pas de changement

La limitation de l'approvisionnement par mer, air et terre, les combats continus et les restrictions de mouvement pour les acteurs humanitaires limitent sévèrement l'accès aux populations affectées. Au cours des six derniers mois, l'accès via les principaux ports a été variable, avec le blocus du port de Hodeidah ayant été mis en place puis temporairement levé.

Contraintes d'accès modérées

Burundi → Pas de changement

Les informations sur l'accès humanitaire sont limitées. Certaines agences des Nations Unies et certaines ONG opèrent dans le pays mais une loi stricte de 2016 a resserré les exigences d'autorisation et les frais administratifs pour les ONG, ce qui rend l'accès plus difficile.

Cameroun → Pas de changement

L'accès humanitaire reste difficile dans le Grand Nord en raison de l'insécurité et de la présence de restes explosifs de guerre. Les couvre-feux, les points de contrôle et la violence limitent l'accès dans les régions anglophones où la situation sécuritaire s'est détériorée ces six derniers mois.

Colombie → Pas de changement

Le conflit et les restrictions de mobilité imposées par les groupes armés affectent l'accès des populations aux services et à l'aide humanitaire. La présence de mines pose une contrainte supplémentaire.

Jordanie → Pas de changement

Les restrictions de mouvement affectent les réfugiés en Jordanie. La frontière avec la Syrie reste étroitement contrôlée et l'accès aux populations vulnérables aux points de passage de Rukban et Hadalat reste limité.

Kenya → Pas de changement

L'accès humanitaire est limité en raison de l'insécurité. La violence intercommunautaire et les attaques sporadiques d'Al Shabaab sont parmi les principales sources d'insécurité.

Liban → Pas de changement

Le statut de sans-papiers de nombreux réfugiés syriens limite leur circulation et limite leur accès aux services, y compris la santé et l'éducation. Les affrontements récurrents dans le camp de réfugiés palestiniens d'Ain El Hilweh entravent la fourniture d'aide humanitaire.

Mali ↘ Détérioration

L'insécurité, la présence de restes explosifs de guerre et d'engins explosifs improvisés, et les attaques ciblées contre les humanitaires et les forces de maintien de la paix de l'ONU limitent les opérations dans les régions du nord et du centre. 133 incidents, notamment des détournements de voiture, des vols et des agressions contre des travailleurs humanitaires, ont été signalés en 2017, soit plus du double de l'année précédente. La violence a augmenté et l'interdiction des véhicules dans les régions de Mopti, Tombouctou et Ségou a été récemment renouvelée, ce qui limite encore davantage l'accès.

Niger → Pas de changement

Dans certaines parties de la région de Diffa, l'accès humanitaire est limité en raison de la menace persistante de Boko Haram, et la plupart des mouvements nécessitent une escorte militaire. Dans certaines parties des départements de Tillabéri et de Tahoua, l'accès humanitaire est également limité en raison de l'insécurité.

Contraintes d'accès modérées

Turquie

↘ Déterioration

Les ONG internationales, nationales et locales se sont vu refuser l'accès aux zones du sud-est où le conflit entre le gouvernement et le PKK est en cours. L'état d'urgence, en cours depuis 2016, reste en vigueur. Les ONG internationales qui ont répondu à la crise des réfugiés syriens restent préoccupées par une potentielle expulsion, après la fermeture par le gouvernement de certaines grandes opérations plus tôt en 2017.

Contraintes d'accès faibles

Azerbaïdjan

→ Pas de changement

La poursuite des hostilités actives et la présence d'engins non explosés et de mines limitent l'accès humanitaire.

Bangladesh

→ Pas de changement

L'accès physique est un défi dans les zones densément peuplées par les Rohingya à Cox's Bazar, où les mauvaises infrastructures contraignent l'acheminement de l'aide. Les déplacements à l'extérieur des camps sont limités, tandis que dans les camps, les déplacements des femmes et des filles sont limités en raison de problèmes de protection. Quelque 5 000 Rohingyas sont piégés dans un «no man's land» près de la frontière, incapables d'entrer au Bangladesh et de rentrer chez eux.

Chad

→ Pas de changement

Autour des îles du lac Tchad, l'accès humanitaire reste difficile en raison des attaques de Boko Haram.

Guatemala, Honduras & Salvador

→ Pas de changement

Les niveaux élevés de violence et l'activité des gangs limitent les opérations humanitaires dans le Triangle du nord.

Philippines

→ Pas de changement

L'insécurité sur l'île de Mindanao limite l'accès à certaines zones; ceci est aggravé par des contraintes physiques.

Rép. du Congo

↗ Amélioration

Malgré la fin des hostilités dans le département de Pool après le cessez-le-feu du 23 décembre, l'accès reste difficile.

Sahara occidental

→ Pas de changement

Les mouvements restreints de la population, l'ingérence du Front séparatiste Polisario dans l'acheminement de l'aide, et les zones fortement minées du conflit passé limitent l'accès humanitaire.

Vénézuela

→ Pas de changement

Les obstacles administratifs et le déni des besoins par le gouvernement limitent les opérations humanitaires.